



Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines

Commune NTAHANGWA, Zone BUTERERE, Quartier KIYANGE

I-Population

BP 2695 BUJUMBURA

Téléphone (00 257) 77 25 75 20

Rapport annuel 2024

BUJUMBURA, Mars 2025



TABLE DES MATIÈRES

Table des matières	2
Sigles et abréviations	4
Introduction	5
I. Zone d'intervention et dynamiques accompagnées en 2024.....	6
1.1. Zone d'intervention	6
1.2. Les dynamiques accompagnées en 2024.....	8
1.2.2. Les réseaux dans lesquels Adisco déploie son influence	10
1.2.3. Les dynamiques principales accompagnées par Adisco en 2024.....	10
II. Réalisations et résultats des programmes.....	12
2.1. Les projets réalisés en 2024.....	12
2.2. Réalisations du programme systèmes alimentaires durables et résilience au changement climat	13
2.2.1. Développement des fermes agroécologiques pour renforcer la résilience des ménages.....	13
2.2.2. Valorisation des produits agricoles	16
2.2.3. Promotion de l'énergie verte.....	17
2.2.4. La protection des bassins versants.....	17
2.3. Les réalisations du programme « travail décent ».....	18
2.3.1. Renforcement de la FEMUSCABU pour la promotion des mutuelles de santé communautaires	18
2.3.2. Renforcement de la MDE pour la promotion des entreprises d'économie sociale et solidaire	20
2.3.3. Renforcement de l'UHACOM pour développer des services viables au profit des communautés	21
2.3.4. Renforcement de l'UPH pour développer des innovations et pour renforcer le leadership et gouvernance des organisations	22
2.3.5. Renforcement de la Coopérative pour l'amélioration de l'habitat rural (CAHR)..	23
2.4. Les réalisations du programme « gouvernance, paix et démocratie »	23
2.4.1. Renforcement de la société civile burundaise.....	24
2.4.2. Travail de plaidoyer	24
2.4.3. Renforcement de l'inclusion genre et de la cohésion sociale	25
III. Nos ressources	26
3.1. Ressources financières	26
3.2. Ressources humaines.....	26
IV. La vie associative d'Adisco.....	27
4.1. La structure de gouvernance.....	27

4.2. Notre vision et notre mission	27
4.3. L'objectif institutionnel	27
4.4. Nos valeurs	27
4.5. Nos politiques.....	28
4.6. Nos outils stratégiques	28
Nos partenaires techniques et financiers	29

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACDC	: Associations collinaires de développement communautaire
ADISCO	: Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines
AG	: Assemblée générale
BANCOBU	: Banque commerciale du Burundi
BIC	: Business Insurance and Reinsurance Company
BIESO	: Business. Innovation and Entrepreneurship Support Organizations
BRB	: Banque de la République du Burundi
CA	: Conseil d'administration
CAHR	: Coopérative d'amélioration de l'habitat rural
CGRN	: Comité de Gouvernance des Ressources Naturelles
CONAMUS	: Confédération nationale des mutuelles de la santé au Burundi
CS	: Comité de suivi
COOPEC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
DP	: Développement et paix
CVGDH	: Cellule de veille genre et droits humains
ECOSOL	: Economie sociale et solidaire
EFI	: Exploitation Familiale Intégrée
FCBN	: Forum Burundais de la société Civile du Bassin du Nil
FEMUSCABU	: Fédération des Mutuelles de Santé des caféiculteurs du Burundi
FOSA	: Formation sanitaire
FONSDEV	: Fond de solidarité pour le développement
GPA	: Groupe de Plaidoyer Agricole
IGG	: Imigwi yo gutererana no gufatana mu nda
MDE	: Maison de l'entrepreneur
MS	: Mutuelle de santé
MINEAGRIE	: Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage
MS	: Mutuelle de santé
MUSCABU	: Mutuelle de Santé des Caféiculteurs du Burundi
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSC	: Organisation de la Société Civile
PCR	: Plan communautaire de réponse
SOLSOC	: Solidarité Socialiste
UE	: Union Européenne
UHACOM	: Union Haguruka des coopératives multifilières
UPH	: Université Populaire du Burundi
VSLA	: Village Savings and Loan Association

INTRODUCTION

Au terme de sa dix-neuvième année d'existence, ADISCO poursuit la mission qu'elle s'est donnée :

contribuer à l'émergence et à la consolidation d'un mouvement social national capable de porter son propre développement et d'influencer les politiques au profit des couches modestes de la population.

Cette ambition demeure au cœur de son engagement et oriente l'ensemble de ses interventions.

L'année 2024 s'est inscrite dans une structure contextuelle ambivalente, marquée par une croissance économique mondiale faible, toujours inférieure à celle observée avant la pandémie de COVID-19.

Les tensions commerciales, la montée du protectionnisme, les risques géopolitiques persistants ainsi que les défis climatiques ont contribué à accentuer l'incertitude et à freiner les perspectives de croissance.

Dans de nombreux pays d'Afrique, le poids de la dette publique limite les marges budgétaires nécessaires aux investissements sociaux, tandis que les catastrophes naturelles et les conflits fragilisent davantage les économies et compromettent les efforts de réduction de la pauvreté.

Au Burundi, l'année a été marquée par un rebondissement et la croissance du PIB en 2024 (estimée à 4,6 % selon la FMI) a été supérieure à celle de l'année précédente (2,8% selon la FMI).

L'amélioration observée s'explique principalement par une production agricole plus soutenue et par la poursuite de réformes économiques. Toutefois, le déficit budgétaire a connu une réduction et l'économie reste confrontée à des défis majeurs notamment l'inflation persistante, la faiblesse des réserves en devises, la dépendance aux financements intérieurs et aux avances monétaires, ainsi que la vulnérabilité du secteur agricole aux chocs climatiques et aux fluctuations des prix internationaux qui continuent d'exercer une pression significative sur les ménages et sur les perspectives de développement.

C'est dans ce contexte complexe que l'engagement de tous les acteurs demeure indispensable. En 2024, ADISCO a mis en œuvre quatorze projets dans douze provinces prioritaires. Tous ces projets convergent vers le renforcement du mouvement social burundais articulé sur

l'Union Haguruka des Coopératives Multifilières (UHACOM), la Fédération des Mutuelles de Santé des Caféculteurs du Burundi (FEMUSCABU), la Maison de l'Entrepreneur (MDE), l'Université Populaire Haguruka (UPH) et la Coopérative d'Amélioration de l'Habitat Rural (CAHR), ADISCO a consolidé des dynamiques collectives porteuses de transformation durable.

Les interventions d'ADISCO se regroupent dans trois axes programmatiques majeurs à savoir i) le programme de Systèmes alimentaires durables et résilience au changement climat ii) Le programme Travail décent et iii) le programme de Gouvernance, paix et démocratie.

Les leaders d'ADISCO, l'équipe technique et les animateurs endogènes appuyés par l'administration locale ont contribué de manière significative à l'amélioration de la sécurité alimentaire et au renforcement du développement rural durable.

Les actions menées ont favorisé l'adoption à grande échelle de pratiques agroécologiques, l'augmentation des rendements sur les chaînes de valeur priorisées notamment le café, le maïs, le haricot, le soja, l'ananas, la poule, le lapin, le porc, pour ne citer que celles-là, la création d'emplois ruraux pour les jeunes, l'engagement croissant des femmes et des jeunes, le développement des systèmes de production plus inclusifs, performants et respectueux de l'environnement pour une résilience accrue des ménages face aux risques du changement climatique.

Ce document constitue le rapport annuel pour l'exercice 2024 et met en exergue les avancées significatives réalisées par ADISCO avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers.

Le Secrétariat général se joint à son personnel pour remercier les leaders et animateurs endogènes qui n'ont rien ménagé pour accompagner les communautés afin que l'homme mène une vie digne.

I. ZONE D'INTERVENTION ET DYNAMIQUES ACCOMPAGNEES EN 2024

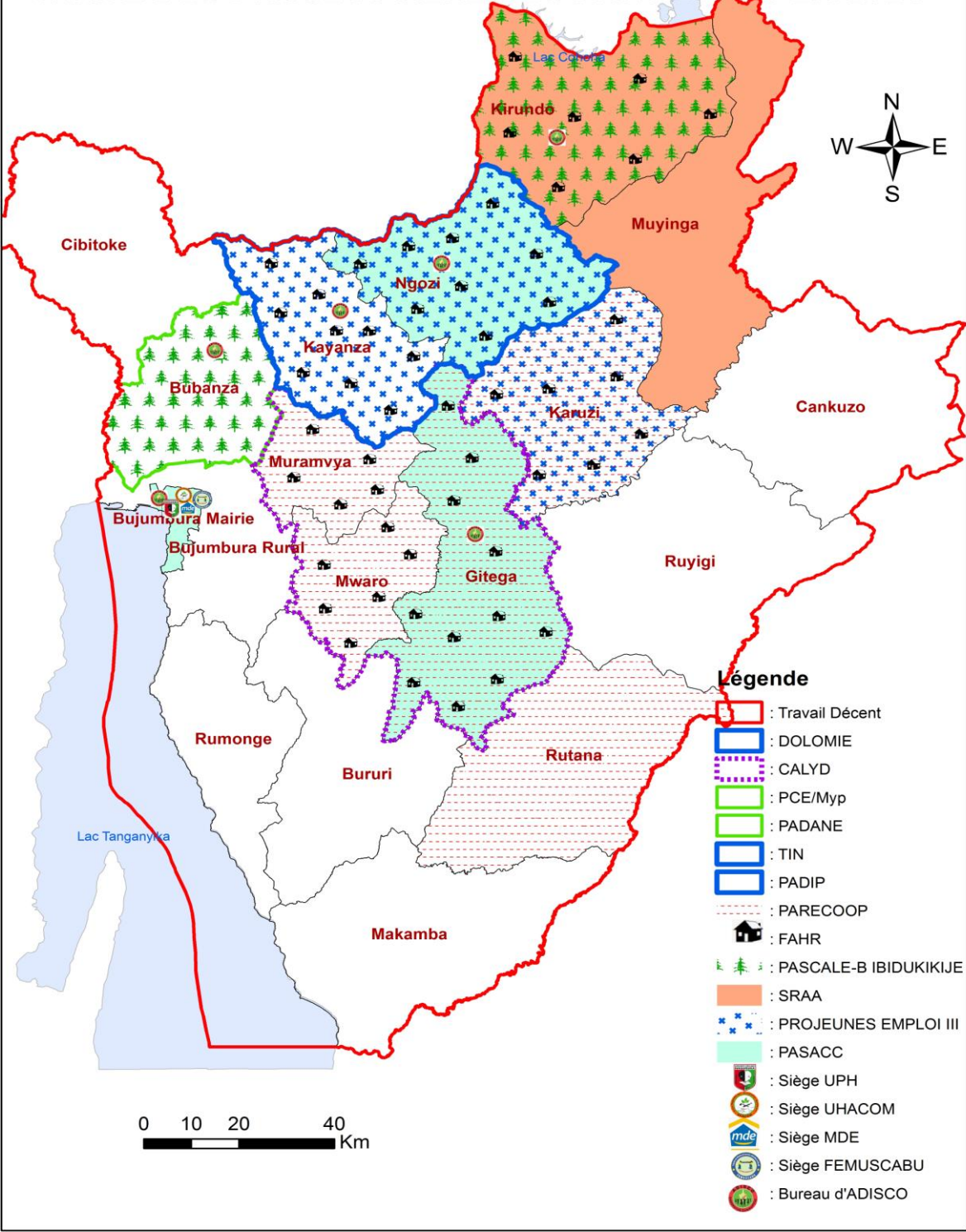
1.1. Zone d'intervention

Les interventions d'ADISCO en 2024 ont couvert 12 provinces et 567 collines, comme détaillé dans le tableau ci-après.



Tableau 1 : Présentation de la zone d'action d'ADISCO



Province	Communes couvertes	Nombre total de collines directement touchées
Gitega	Giheta, Bukirasazi	37
Karusi	Bugenyuzi, Gihogazi	56
Muramvya	Rutegama	17
Mwaro	Ndava, Nyabihanga	35
Rutana	Rutana	18
Bubanza	Rugazi, Bubanza, Musigati	25
Ngozi	Ngozi, Busiga, nyamurenza, Kiremba, Tangara, Marangara, Ruhororo	106
Kayanza	Gatara, Kabarore, Kayanza, Gahombo, Muhanga, Rango	84
Kirundo	Kirundo, Ntega, Gitobe, Vumbi, Bugabira	91
Muyinga	Muyinga, Gashoho, Gasorwe	46
Cibitoke	Mabayi, Mugina, Mugwi et Rugombo	33
Bujumbura Marie	Ntahangwa, Mukaza, Muha	19
TOTAUX		567


CARTE DES PROJETS REALISES PAR ADISCO EN 2024



1.2. Les dynamiques accompagnées en 2024

Organisation	Structure, objet/mission et impact
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'UPH a pour mission d'assurer une formation de qualité dans des domaines clés du développement humain, de promouvoir la recherche-action participative et de mener la réflexion stratégique afin de mettre à la disposition des communautés des cadres et leaders capables de porter le développement intégral. ▪ Jusqu'en 2024, l'UPH a déjà assuré plusieurs formations spécialisées/ 11 380 formées ; 10.546 leaders et/ou cadres certifiés ; et 164 leaders diplômés pour accompagner les dynamiques diversifiées au sein de leurs communautés.
	<ul style="list-style-type: none"> • Vision: le petit paysan améliore ses conditions économiques et sociales et participe à la prise de décisions dans la communauté • Mission : Contribuer au renforcement du capital productif des coopératives d'agriculteurs par la mise en œuvre des projets économiquement et socialement rentables, par le plaidoyer pour la mise en place de bonnes politiques en faveur des paysans et par le renforcement des capacités des leaders pour la promotion de la bonne gouvernance et des droits humains en particulier en faveur de la femme et la jeunesse • Effectif des coopératives: 36 ; effectif actuel des membres : 15 127 (H: 8 529; F: 6 598) • Renforcement de la Gouvernance institutionnelle et des partenariats stratégiques • Axes stratégiques : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Développement des chaînes de valeurs des filières agricoles, d'élevage et AGR complémentaires ✓ Développement des systèmes de financement rural accessible aux paysans et leurs coopératives ✓ Promotion de l'agroécologie et la gestion intégrée du genre, gestion de l'environnement et adaptation aux changements climatiques ✓ Plaidoyer pour la dignité paysanne et le développement communautaire durable

	<p>Vision : Tous les paysans burundais ont droit à des soins de santé de qualité à travers des mutuelles de santé autonomes, soutenues par l'Etat et qui participent à la prise de décisions. Leurs membres prennent les mesures pour limiter les naissances et se prémunir de la maladie. La FEMUSCABU est le leader du mouvement mutualiste et développement de nouveaux</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ produits de protection sociale et d'amélioration des conditions de vie des membres à travers les coopératives ▪ Mission : conduire des actions de plaidoyer, de formation, d'information et de sensibilisation pour l'accès de tous les paysans aux soins de santé de qualité à travers les MS dont elle assure le renforcement et la promotion sur l'ensemble du pays ; elle développe également de nouveaux produits de protection sociale et d'amélioration des conditions de vie à travers les coopératives ainsi que des programmes visant la limitation des naissances et la prévention des maladies ▪ 59.635 bénéficiaires assurés, 12.328 ménages assurés, 35 Mutuelles de santé, 4 unions des mutuelles de santé et 1 Fédération nationale ▪ Les Mutuelles de Santé de la FEMUSCABU offrent à leurs membres: <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'assurance maladie ✓ L'assistance décès ✓ La prévention des maladies ✓ La facilitation de l'accès aux intrants agricoles
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La MDE se définit comme une <u>structure d'accompagnement des entrepreneurs (SAE)</u> offrant des parcours d'incubation et d'accélération incluant de la formation, du conseil, du coaching, du mentorat et des connexions pour la création et le développement de leurs entreprises. ▪ Bilan de la MDE : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Un département d'ADISCO qui met en œuvre les projets orientés emplois des jeunes ✓ 2 projets en cours sur l'entrepreneuriat rural et urbain (le CALYD et le PROJEUNES EMPLOI qui se clôture en Juin <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une équipe de 11 personnes actuellement ✓ Zone d'intervention: 7 communes rurales (Bugenyuzi, Gihogazi, Kabarore, Busiga, Rutegama, Ndava, Giheta) et la ville de Bujumbura ✓ Environ 3480 Jeunes directement accompagnés par le projet dont 3420 agricoles (filiales orientées marché) environ 65 sur les idées non agricoles ✓ Chiffre d'affaires des entreprises accompagnées: de moins de 5 millions à 500 millions ✓ Emplois créés en 2023: 3231 dont 22% de permanent et moins d'1% d'emplois décent.

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La coopérative d'amélioration de l'habitat rural, CAHR en sigles, a aujourd'hui 5 ans d'expérience. Elle tire son origine du FAHR, un fonds octroyé par la Fondation Roi Baudouin depuis 2017 aux ménages ruraux, pour leur permettre d'accéder à un crédit orienté vers la construction ou la rénovation de leur habitat et ainsi améliorer leurs conditions de vie ▪ 390 adhérents ; 201 264 250Fbu d'épargne ; 745 880 000 Fbu de crédit pour l'amélioration de l'habitat.
---	--

1.2.2. Les réseaux dans lesquels Adisco déploie son influence

ADISCO est membre des réseaux suivant :

- **Le Groupe de Plaidoyer Agricole (GPA)** qui est un réseau œuvrant dans le secteur agricole et comprenant 22 organisations de la société civile œuvrant pour la défense des intérêts des petits producteurs agricoles.
 - **Le COLEACEP** : ADISCO participe au COLEACEP qui a pour mission de développer un commerce de produits agricoles et alimentaires (fruits, légumes en particulier), inclusif et durable, prioritairement dans les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et entre ces pays et les pays de l'Union Européenne
 - **Le PHILEA** : ADISCO est membre du Conseil d'administration de la coopérative PHILEA International, l'ancien Fonds International de garantie (FIG) qui vise l'inclusion financière pour tous et toutes à travers une intervention en deux temps : l'accès des bénéficiaires à des financements et le renforcement des compétences quant à la gestion des fonds.
 - **La Plateforme Souveraineté Alimentaire Nord-Sud appuyée par la Fédération Genevoise de Coopération (FGC)** : cette plateforme s'active pour la promotion de la souveraineté alimentaire à travers le renforce
 - **Le Forum de la Société Civile Burundaise pour le Bassin du Nil (FCBN)** : pour le suivi, le renforcement et le plaidoyer en rapport avec la protection de l'environnement
- dans la région du bassin du Nil.
- **ADISCO est membre du consortium (ADISCO, UPH, UHACOM, INADES FB, CTJEBU, COCOCA)** pour mettre en œuvre le programme PADIP Burundi financé par BD
 - **ADISCO est membre du consortium (ADISCO, AGDB, AVEDEC, JOIN FOR WATER, UCODE-AMR et LOUVAIN COOPERATION)** pour mettre en œuvre le Projet d'Appui à la Société Civile Active dans Les domaines de l'Environnement et la Biodiversité au Burundi, PASCALE-B IBIDUKIKIJE
 - **Le PELUM Burundi** qui est un réseau œuvrant dans le secteur d'agroécologie dont ADISCO est membre du conseil de surveillance ; en 2024, le PELUM a décroché son agrément ; le PELUM est un réseau sous régional dont l'ambition est la promotion de l'agroécologie pour plus de résilience des communautés aux risques du changement climatique.
 - **ADISCO est membre de la Plateforme Nationale d'Economie Sociale et Solidaire au Burundi** qui est un espace de dialogue pour promouvoir la solidarité, l'autonomie, la démocratie à la base, le renforcement de l'économie locale et la construction d'un mouvement qui milite pour une société juste et équilibrée à travers le soutien à des mécanismes de gouvernance et de redevabilité.

1.2.3. Les dynamiques principales accompagnées par Adisco en 2024

Dynamiques	Rôles et responsabilités
1 565 IGG :	- Formation des membres et des communautés à l'autopromotion
14 163 ménages	- Organisation de la mobilisation des ressources endogènes pour des initiatives d'autopromotion et de solidarité
	- Mise en œuvre des initiatives et actions de développement des ménages et des communautés

88 ACDC :	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation de la population pour le bien commun - Promouvoir la planification collective au niveau de la colline - Mobilisation de la population pour participer aux actions de développement local (lutte contre l'érosion, protection des sources d'eau, promotion de l'hygiène au niveau des infrastructures communautaires, etc.
174 CVGDH :	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des ménages et des communautés sur la connaissance de leurs droits fondamentaux
696 leaders	<ul style="list-style-type: none"> - Ecoute et conseil aux familles pour plus de cohésion sociale - Transformation et résolution des conflits - Orientation des parties en conflit vers les instances habilitées
27 CGRN	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des communautés pour la gouvernance en ce qui des ressources naturelles collectives (terre, eau, air) - Développement des conventions locales pour la préservation des ressources naturelles collectives - Organisation du plaidoyer pour la mise en place d'un cadre légal favorable à la gouvernance des ressources naturelles
34 coopératives et l'UHACOM :	<ul style="list-style-type: none"> - Formation permanente en pratiques agricoles, en gestion et planification pour une bonne gestion
10 184 ménages	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des services pour les membres et la communauté (systèmes d'approvisionnement en intrants de qualité, la collecte, le stockage, la transformation et la commercialisation des produits des membres et de la communauté - Le lobbying et le plaidoyer en faveur des intérêts des membres et de la communauté
36 MS : 9 205 assurés	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation de la population à l'adhésion aux mutuelles communautaires de santé. - Organisation de l'immatriculation des adhérents aux mutuelles communautaires de santé - Organisation du suivi et du paiement des prestations des formations sanitaires (centre de santé et hôpitaux publics, privés et confessionnels) conventionnées - Suivi de la qualité des soins - Lobbying et plaidoyer pour la mise en place de la couverture santé universelle

II. REALISATIONS ET RESULTATS DES PROGRAMMES

ADISCO met en œuvre trois programmes stratégiques qui orientent l'ensemble de ses interventions, à savoir : le programme Systèmes alimentaires durables et résilience face aux changements climatiques, le programme Travail décent, et le programme Gouvernance, paix et démocratie. Au cours de 2024, des changements importants ont été enregistrés au sein des ménages et communautés accompagnés et les plus importants sont cités dans les paragraphes ci-après.

2.1. Les projets réalisés en 2024

Au cours de l'année 2024, ADISCO a mis en œuvre douze projets ci-dessous:

Projets	PTF	Bailleurs
1. Projet Travail décent (axes coopératives, axe mutuelles de santé et axe UPH) : il est actif dans 43 communes réparties dans 12 provinces : Ngozi, Kayanza, Kirundo, Muyinga, Gitega, Karusi, Muramvya, Mwaro, Rutana, Cibitoke, Bubanza et Rumonge	Solsoc	DGD (Belgique)
2. Programme de Renforcement des Capacités d'Employabilité et d'Auto-emploi des Jeunes (PROJEUNES EMPLOI II) : il est mis en œuvre dans 4 communes des provinces de Kayanza, Karusi et Ngozi	Ired	FGC (Suisse)
3. Programme d'Agroécologie pour la Dignité des Producteurs Agricoles du Burundi (PADIP Burundi), avec un axe spécifique sur l'Université Populaire Haguruka (UPH) : il couvre 7 communes des provinces de Kayanza et Ngozi	BD	DGD (Belgique)
4. Système de Résilience basé sur l'Agroécologie et l'Autopromotion (SRAA) : mis en œuvre dans 7 communes des provinces Muyinga et Kirundo	Développement et Paix	PCCI/Canada
5. Projet d'Amélioration des Revenus et de l'Emploi au sein des Coopératives de la Région du Kirimiro (PARECOOP-Kirimiro). Il couvre 8 communes des provinces Gitega, Rutana, Karusi, Mwaro et Muramvya	Philea	FGC (Suisse)
6. Projet de protection et utilisation des ressources en eau (PURE/MYP5) : mis en œuvre dans la commune de Bubanza, en province de Bubanza	Join For Water	DGD (Belgique)
7. Projet d'Appui à la Société Civile Active dans les domaines de l'Environnement et de la Biodiversité au Burundi (PASCALE-B Ibidukikije) : il intervient dans les provinces de Bubanza et Kirundo	Louvain Coopération/Join For Water	UE
8. Projet « Coffee and Alternatives for Local Youth Development » (CALYD). Ce projet œuvre dans 3 communes des provinces de Muramvya et Gitega	Fondation Roi Baudouin	Fondation Roi Baudouin

9. Projet d'Appui aux Entreprises d'Intrants Agroécologiques (PEIA) : il couvre 7 communes de la commune Ngozi et 5 communes de Kayanza	BD	BD
10. Le projet d'appui l'amélioration de l'habitat rural à travers le FAHR (Fonds pour l'amélioration de l'habitat rural)	Fondation Roi Baudouin	Fondation Roi Baudouin
11. Projet d'Appui au Développement Agricole pour la Nutrition et l'Entrepreneuriat (PADANE) : il couvre 3 communes de la province de Bubanza	SNV	Ambassade des Pays Bas
12. Projet de Renforcement des Compétences des Leaders ruraux au Burundi (PRECOL)	Développement et Paix	Développement et Paix

2.2. Réalisations du programme systèmes alimentaires durables et résilience au changement climat

La production agricole durable et la résilience au changement climatique constituent des défis majeurs qui hantent la population burundaise en général et les ménages agricoles en particulier. ADISCO appuie les organisations de producteurs pour développer des services contribuant à la résilience des ménages et accompagne directement les ménages pour développer des systèmes de production pouvant couvrir de manière continue leurs besoins essentiels de base.

C'est ainsi qu'ADISCO appuie et accompagne les ménages à développer des pratiques durables de résilience centrées sur l'agroécologie.

Les pratiques développées au cours de 2024 sont :

- le développement des fermes agroécologiques,
- la valorisation des produits agricoles,
- la promotion de l'énergie verte,
- l'aménagement des infrastructures hydrauliques pour la micro-irrigation,
- la mise en place d'un système de communication sur la résilience au changement climatique et la gestion intégrée des maladies et ravageurs.

2.2.1. Développement des fermes agroécologiques pour renforcer la résilience des ménages

La principale pratique de résiliences que prône ADISCO pour les ménages est la ferme agroécologique qui est une exploitation familiale intégrée centrée sur l'agroécologie et qui intègre toutes les composantes nécessaires pour assurer la continuité alimentaire, la continuité des revenus et la continuité de la fertilité.

Au cours de 2024, il a été question d'accompagner les ménages à intégrer les composantes agroécologiques

suivant des plans d'actions raisonnées préétablis.

Au total, 678 nouveaux ménages ont été appuyés dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action sur le développement des fermes agroécologiques et la proportion des ménages qui répondent aux principes de l'agroécologie est passée de 41% en 2023 à 49,5% en 2024 grâce à l'intégration des pratiques agroécologiques dont les principales sont:

1) Gestion intégrée des maladies et ravageurs au moyen des biopesticides.

L'agroforesterie, les biopesticides et les biofertilisants forment des composantes très importantes des fermes agroécologiques. L'agroforesterie contribue énormément dans la protection du sol, dans l'amélioration de la fertilité et à la disponibilité des utilitaires (bois, tuteurs, etc). En outre, pour permettre aux ménages de faire une gestion intégrée des maladies et ravageurs, ADISCO appuie les ménages dans la production des biopesticides et biofertilisants. Au cours de 2024, ADISCO a appuyé via ses

projets la mise à échelle de ces pratiques.

Au total, 638 ménages ont été appuyés et accompagnés pour produire et utiliser de biopesticides et 15 nouvelles unités de production des biopesticides ont émergé au cours de l'année. Quant à l'agroforesterie, 2631 ménages ont planté des plants agroforestiers produits sur 145 sites répartis dans 8 provinces du pays comme le montre le graphe ci-après.

Répartition des plants produits et plantés selon les provinces

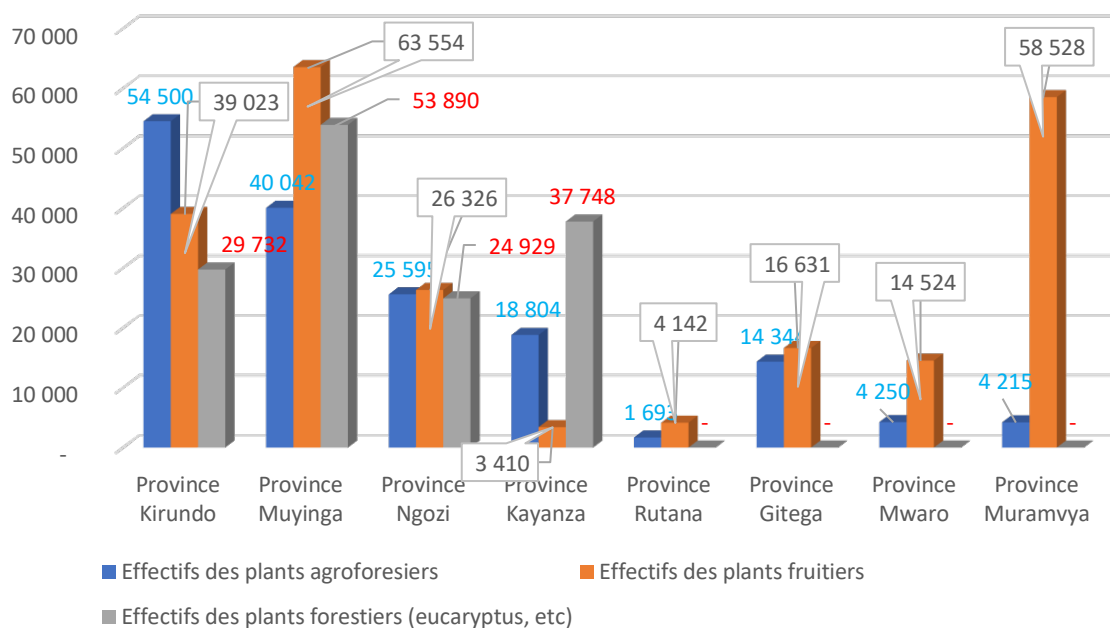


Image 1. Une pépinière sur la colline Buvumbi en commune Gashoho

2) Promotion des bonnes pratiques de gestion de la fertilité du sol

ADISCO appuie les ménages pour promouvoir des pratiques durables liées à la gestion de la fertilité du sol.

Au cours de cette année écoulée, des ménages ont été appuyés dans la lutte contre l'acidité du sol, dans l'acquisition des animaux d'élevage et dans la fertilisation organique du sol. Au total, 947 ménages de Ngozi et Kayanza ont été appuyés pour faire le chaulage de 506,5 ha de leurs terres

cultivables et, à côté des animaux achetés et échangés à travers les tontines des IGG, ADISCO a mis un coup de pouce dans le développement des chaînes de solidarités visant une mise à l'échelle de la composante animale au niveau des fermes agroécologiques. Ces appuis ont contribué à renforcer l'amélioration de l'accès des ménages à la fumure organique et des revenus.

Le tableau ci-après présente le bilan des appuis en animaux effectués en 2024.

Tableau 2 : Bilan des appuis d'ADISCO en ce qui est de l'élevage en 2024

Type d'animal	Nombre de têtes	Effectif de ménages	Observation
Chèvres	1111	1111	Autour de la chaîne de solidarité
Poules	491	102	Acquisition individuel
Lapins	13 559	1 112	Autour de la chaîne de solidarité
Porcs	4 250	4250	Autour de la chaîne de solidarité

Mis à part les appuis ci-haut cités, ADISCO a aussi appuyé et accompagné les ménages à développer des mécanismes de production de la fumure organique. Au total, 4438 ménages ont été formés, appuyés et accompagnés dans la production et l'utilisation de la fumure organique par compostage ; on comptabilise 113 unités communautaires de production de compost dont 24 entrepreneuriales réparties entre les provinces de Ngozi, Kayanza, Bubanza, Gitega et Rutana.



Image 2. Appui des femmes de Giheta dans le développement d'une chaîne de solidarité autour de l'élevage des porcs

3) La promotion de bonnes pratiques de gestion durable de l'eau agricole

La bonne gestion de l'eau agricole est l'un des moyens de résilience des ménages ;

c'est ainsi que les programmes d'ADISCO accompagnent des ménages dans le développement des pratiques de gestion de l'eau agricole.

Les ménages rassemblent différentes techniques de conservation de l'eau telle que les fascines, les fosses antiérosives, le paillage mais aussi la micro-irrigation.

Quatre micro-barrages ont été aménagés sur 62,4 ha de 4 collines de Bubanza (Rurabo, Muhenga, Ngara et Karinzi) pour servir 295 ménages. L'effectif des collecteurs d'eau communautaires est passé de 18 en 2023 à 42 collecteurs en 2024 pour servir au total 252 ménages, en ce qui est de micro-irrigation et de l'accès à l'eau pour l'hygiène.



Image 3. Vue partielle d'un micro barrage à Ruranga en province Rutana

2.2.2. Valorisation des produits agricoles

ADISCO accompagne l'UHACOM dans son processus d'autonomisation et transfère de plus en plus le travail d'accompagnement des coopératives à son sein. Comme l'UHACOM n'a pas encore des ressources suffisantes pour couvrir toutes ses coopératives, ADISCO appuie et accompagne directement des coopératives agricoles dans 3 sur 4 régions d'intervention, à savoir les régions de Buyenzi, de Bugesera et de Kirimiro, celle de Mumirwa étant sous la responsabilité complète de l'UHACOM.

Au cours de l'année 2024, ADISCO a renforcé son accompagnement des ménages dans le processus de développement des bonnes pratiques de gestion post-récolte pour renforcer leur résilience et pour améliorer leur revenu ; c'est notamment le stockage, la transformation



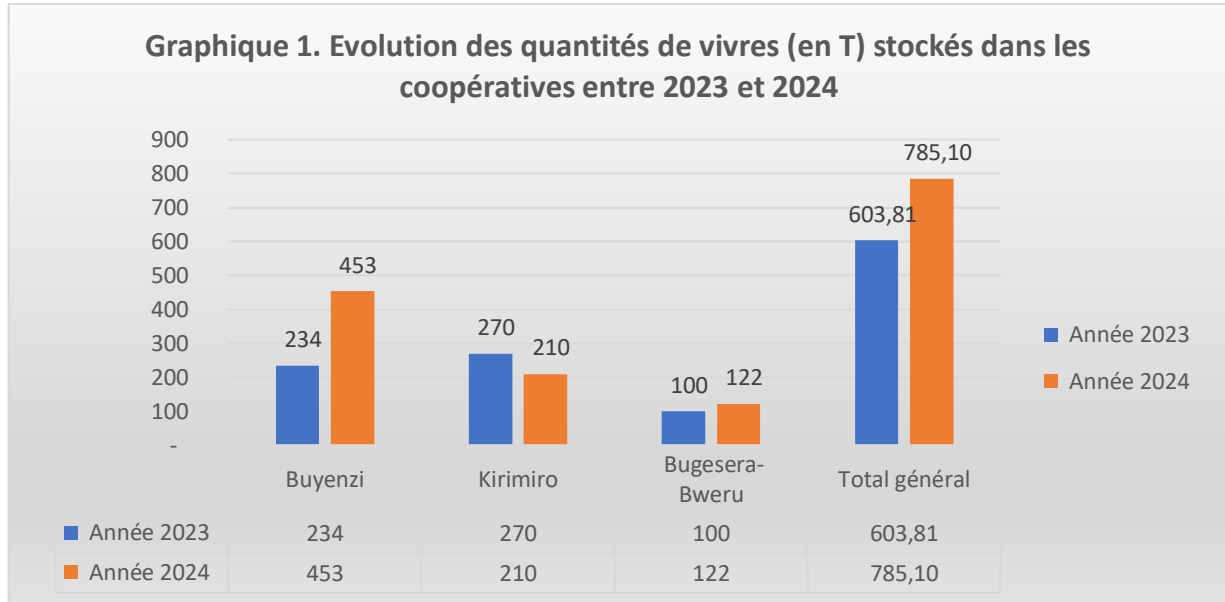
Image 3. Infrastructure construite pour la coopérative Tuvehasi de Gasorwe

et le conditionnement des produits agricoles.

Pour ce qui est du stockage des produits agricoles, 2 coopératives agricoles (Koruyagwe de Gitobe et Tuvehasi de Gasorwe) ont été appuyées pour acquérir leurs propres hangars de stockage et les quantités des vivres stockés par les ménages se sont améliorées, passant de 603,8T en 2023 à 785,1T au cours de 2024, soit une augmentation de 30%.

Le stockage des produits est actuellement très apprécié par les communautés car il leur permet de rester résilientes même en périodes de soudure. Au cours de cette année, une grande évolution positive a été connue et les effectifs des

ménages ayant fait la prévoyance par stockage des produits agricoles a augmenté, passant de 9989 ménages à 13 785 ménages dans les régions de Kirimiro, de Buyenzi et de Bugesera-Bweru, soit une augmentation globale de 38%.



En plus de cette opération de stockage, les ménages sont appuyés par les coopératives dans la transformation de leurs produits, qui permet la conservation et contribue énormément dans l'amélioration de la plus-value sur les produits des ménages et à améliorer le niveau d'autonomie des coopératives.

Huit coopératives accompagnées au total ont des unités de transformation des produits agricoles

2.2.3. Promotion de l'énergie verte

L'utilisation du bois comme unique source d'énergie pour la cuisine exerce une pression sur les ressources forestières, entraînant la déforestation et la dégradation des sols.

Les ménages ont ainsi été accompagnés dans le développement des alternatives pouvant contribuer à la diminution de la consommation de ce type d'énergie. Les ménages adoptent ainsi de plus en plus les foyers améliorés qui consomment peu de bois de chauffe et adoptent aussi l'utilisation l'énergie solaire pour des usages multiples en milieu rural. Des appuis, des formations et des séances de sensibilisation des ménages ont été

2.2.4. La protection des bassins versants

La protection de l'environnement constitue un des axes transversaux de nos programmes et, ADISCO développe des mécanismes de protection des bassins versants tout en agissant aussi sur préservation de la biodiversité. Pour y

dont 6 d'entre elles font la transformation et labellisation (3 pour la farine de maïs, 1 pour le jus et une autre pour la farine de manioc labellisé, 1 pour la farine de bouillie).

Au cours de 2024, un total de 51,1T de farine de maïs labellisé, 3T de farine de manioc et 4T de farine complète pour la bouillie ont été produits par les unités appuyées par ADISCO.

réalisées pour promouvoir ces sources d'énergies dans la région de Bugesera-Bweru spécifiquement.

Dans le même sens, des initiatives des femmes ont été développées dans l'entrepreneuriat autour des foyers améliorés.

Par ailleurs, les proportions des ménages accompagnés par nos programmes dans ladite région qui utilisent un foyer amélioré et ceux qui utilisent les plaques photovoltaïques pour la cuisine et l'éclairage sont passées respectivement de 2023 à 2024 de 4,8% à 15,3% et de 29,4% à 38,2%.

arriver, ADISCO structure et accompagnent des dynamiques collinaires pouvant mobiliser les communautés autour des initiatives d'intérêt communautaires ; nos programmes passent principalement par les comités de gouvernance

des ressources naturelles (CGRN) qui fonctionnent sur base de plans communautaires de réponses (PCR) développés au sein des Associations Collinaires de développement Communautaires (ACDC) et éventuellement les IGG qui constituent les cellules vivantes du mouvement paysan accompagné. ADISCO a ainsi accompagné 193 ACDC et 23 CGRN dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs plans d'action.

Ces plans incluant le travail de protection des sols, la restauration des micro-boisements communautaires, les activités liés à l'hygiène, le

curage des routes, etc. Quant aux CGRN, leurs plans d'action concernent uniquement la protection et la gestion collective des ressources naturelles. Les plans d'action des ACDC et des CGRN ont été mis en œuvre à 71% et au total 67 initiatives d'intérêts communautaires ont été recensées.

A titre illustratif, 19 sources d'eau ont été protégées et 214 Km linéaires de fosses antiérosives ont été creusés tandis que les IGG de Bugabira ont planté les arbres au bord du lac Cohoha pour la réhabilitation de la zone tampon très indispensable pour la sauvegarde de la biodiversité des lacs du Nord.



Photo 4. L'ACDC de la Colline Rukinzo en Commune Gasorwe en train de creuser des fosses antiérosives

2.3. Les réalisations du programme « travail décent »

ADISCO renforce les mouvements sociaux de son ressort à savoir la FEMUSCABU et l'UHACOM ainsi que les instruments d'accompagnement que sont la CAHR, la MDE et de l'UPH pour contribuer au renforcement de la sécurité sociale, la sécurité alimentaire, la création des emplois, l'amélioration des revenus et à assoir les droits et le dialogue social.

3.3.1. Renforcement de la FEMUSCABU pour la promotion des mutuelles de santé communautaires

La FEMUSCABU (Fédération des Mutuelles de Santé des Caféculteurs du Burundi) est une faitière des mutuelles de santé initiées par ADISCO, elle couvre 12 provinces et 46 communes, elle compte 35 MS et a des conventions de prestation

avec 321 formations sanitaires (FOSA) dont 238 publiques, 46 confessionnelles et 37 FOSA privées.

Comme pour les autres faitières mises en place par ADISCO, elle est accompagnée dans son processus d'autonomisation des ménages et des communautés

en matière d'accès aux soins de santé de qualité.

Au cours de l'année 2024, ADISCO a principalement travaillé sur la professionnalisation des services de la FEMUSCABU (informatisation des services, adhésion automatique et fidélisation des assurés), le développement des partenariats solides, la diversification des ressources et le plaidoyer.

La FEMUSCABU a ainsi enregistré une évolution très positive, marquée par des avancées significatives tant sur le plan organisationnel que sur le plan opérationnel.

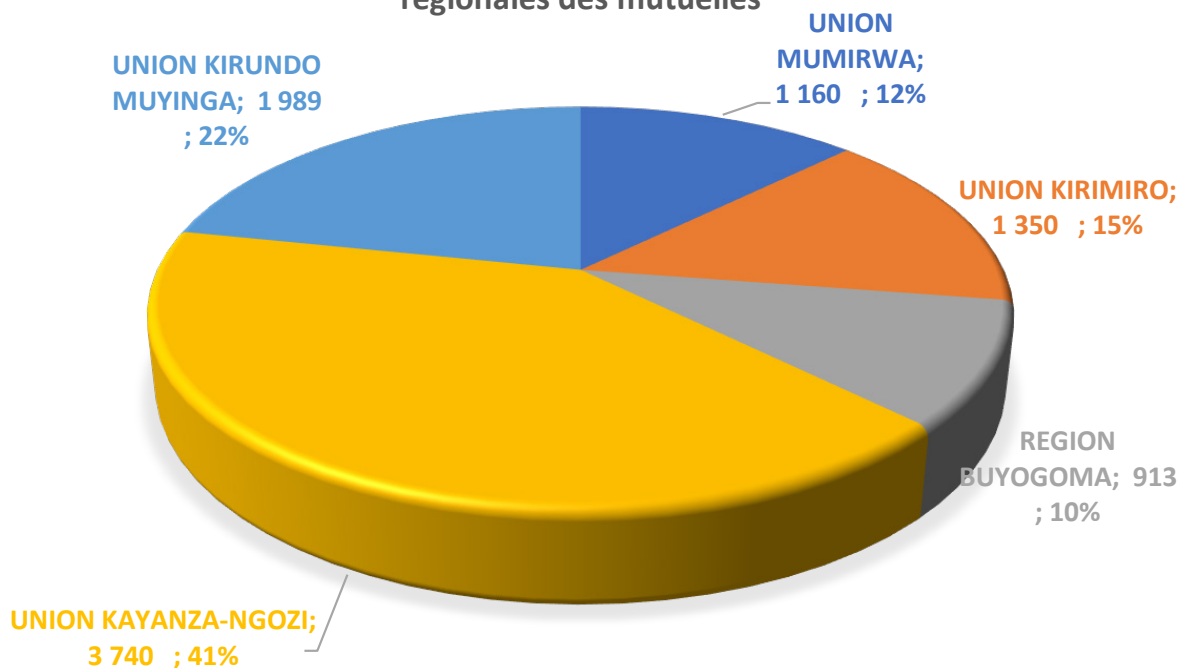
Le nombre de mutuelles ne remplissant pas encore le seuil minimum de 150 membres requis pour constituer une MS autonome a été réduit de 10 à 5, traduisant un renforcement de la base mutualiste. Le taux de fidélisation des membres a progressé de 71 % à 74 %, tandis que l'effectif des ménages assurés est passé de 7 833 à 9 205, soit une augmentation notable de 17,4 %. Par

ailleurs, 7.719 ménages, représentant 83,8 % des mutualistes, sont désormais affiliés à la caisse d'assistance décès, et 186 cas de décès ont bénéficié d'un appui effectif au cours de l'année 2024.

Sur le plan qualitatif, des comités de gestion des plaintes sont désormais fonctionnels dans toutes les mutuelles et ont été renforcés afin d'assumer pleinement leur mission. Le paquet de prestations a également été amélioré, notamment par l'ouverture de services au niveau des hôpitaux nationaux.

Il convient également de souligner que 100 % des MS membres de la FEMUSCABU couvrent désormais la totalité de leurs charges de fonctionnement, démontrant une autonomie financière accrue. Enfin, la FEMUSCABU a procédé au renouvellement de ses organes de gouvernance sans l'intervention d'ADISCO, confirmant ainsi sa maturité institutionnelle et son indépendance croissante.

Graphique 2. répartition des ménages assurés selon les unions régionales des mutuelles



En plus de ces changements liés aux services principaux des MS, la FEMUSCABU joue un rôle important dans la cohésion sociale, l'intégration de la femme et dans la protection de l'environnement. C'est ainsi que 11 sur 35 MS sont présidées par des femmes et que les femmes représentent 36%, 38 % respectivement au Conseil d'Administration (CA), au Conseil de Surveillance (CS) des MS et de 33% au CA de la FEMUSCABU. Elle dispose sa politique

environnementale et 6 initiatives liées à la gestion environnementale ont été développées par les MS (boisement, amélioration de la salubrité des MS, assainissement des formations sanitaires (FOSA), protection et entretien des sources d'eau aménagées, protection contre l'érosion et les inondations, sensibilisation à l'hygiène des ménages).

2.3.2. Renforcement de la MDE pour la promotion des entreprises d'économie sociale et solidaire

La MDE a continuellement bénéficié d'un accompagnement de la part d'ADISCO pour atteindre son autonomie parfaite. L'année 2024 a été particulièrement riche en réalisations pour la Maison de l'Entrepreneur visant à renforcer le développement économique et social des communautés par la promotion de l'entrepreneuriat surtout des jeunes. Ses interventions étendues sur 7 provinces (Provinces de Karusi, Ngozi, Kayanza, Bujumbura, Muramvya, Gitaga, Mwaro) touchent plus de 3 576 entrepreneurs agricoles et non agricoles. L'année a été marquée par la réalisation de nombreuses activités, notamment des formations techniques, l'appui en infrastructures, l'appui à l'accès aux crédits, etc.

C'est ainsi que 300 initiatives génératrices de revenus, trois PME émergentes et 300 mentors ont été accompagnés, renforçant ainsi l'écosystème entrepreneurial. Un appui aux entrepreneurs a été réalisé permettant de construire des infrastructures nécessaires pour leurs entreprises. C'est notamment un hangar de traitement des urines et quatre toilettes écologiques qui ont été construits pour produire des fertilisants organiques et pour contribuer à l'amélioration des conditions environnementales et sanitaires.

Par ailleurs, 70 jeunes ont bénéficié d'un appui pour accéder au financement auprès des institutions financières dont 54 ont décroché des conventions y relatives, mobilisant ainsi plus

de 104 millions de BIF de crédits sans fonds de garantie externe pour la plupart. Ces différentes interventions ont permis la création et/ou la consolidation de 716 emplois permanents et 3 082 emplois temporaires, traduisant un impact significatif en matière d'insertion économique.

Grâce à ces interventions, des changements importants sont visibles au sein de la MDE tant au niveau des jeunes accompagnés qu'au niveau institutionnel.

La MDE a renforcé la participation citoyenne en développant bénévolement des initiatives d'intérêt communautaire, marquant ainsi une responsabilité sociétale (RSE) accrue.

Les jeunes entrepreneurs adhèrent davantage aux mutuelles de santé, aux assurances et mettent dans leur plan ménage la reproduction responsable tandis que les microentreprises ont connu une transition de l'informel vers le formel (17 contre 1 au départ), favorisant ainsi leur conformité légale et fiscale.

La notoriété de la MDE s'est accrue, attirant l'intérêt d'institutions nationales et internationales et consolidant son statut d'incubateur et accélérateur d'entreprises, désormais président du réseau national BIESO. En outre, l'équipe interne a gagné en compétences, les coaches pouvant désormais assurer de manière autonome des formations de qualité, ce qui confirme le renforcement institutionnel durable.



Image 5. Un champ d'un jeune entrepreneur agricole de Ngoro à Ndava accompagné par la MDE

3.3.3. Renforcement de l'UHACOM pour développer des services viables au profit des communautés

L'UHACOM regroupe 34 coopératives totalisant 10 184 ménages membres soit environ 52.950 personnes. Au cours de l'année écoulée, l'accompagnement d'ADISCO a contribué de manière significative au renforcement institutionnel et à l'autonomisation de l'UHACOM et de ses structures membres.

L'UHACOM a notamment renforcé sa capacité à diversifier ses partenariats et à mobiliser des ressources auprès d'autres bailleurs, indépendamment d'ADISCO. Dans cette dynamique, 22 coopératives membres ont bénéficié d'un accompagnement direct d'ADISCO et 21 d'entre elles assurent désormais leur gestion de manière pleinement autonome, couvrant à 100 % leurs charges de fonctionnement, avec une capacité de stockage des vivres estimée à 785 tonnes.

Par ailleurs, 23 coopératives (67,6 % des membres de l'UHACOM) produisent désormais de manière autonome leurs états financiers et

assurent leurs déclarations des impôts. En outre, le renouvellement des organes dirigeants de l'UHACOM s'est déroulé de façon démocratique et sans intervention directe d'ADISCO, traduisant un renforcement notable de la gouvernance interne.

L'année a également été marquée par la consolidation du leadership féminin, illustrée par l'émergence du mouvement HAGURUKA des femmes, actuellement développé au sein de 5 coopératives pilotes de Kirimiro, porteurs d'initiatives socioéconomiques (maraîchage, unités communes de production de champignons, élevage de petit bétail, mécanismes d'assistance mutuelle, organisation régulière de rencontres inclusives entre épouses et époux).

Enfin, notre accompagnement a contribué dans la création d'une plateforme nationale de l'Économie Sociale et Solidaire (ECOSOL), au sein de laquelle l'UHACOM joue un rôle prépondérant.



Image 6. Vue en image de l'initiative d'assistance aux malades de l'hôpital saint Joseph de Giheta par le mouvement des femmes de la coopérative Terujimbere.

2.3.4. Renforcement de l'UPH pour développer des innovations et pour renforcer le leadership et gouvernance des organisations

L'UPH est l'un des deux instruments d'accompagnement du mouvement Haguruka bénéficiant encore d'un accompagnement d'ADISCO en vue de son autonomisation. Au cours de l'année 2024, l'UPH a enregistré des avancées significatives, marquées par un renforcement notable de ses réalisations et de ses capacités institutionnelles. Ainsi, l'UPH a poursuivi son rôle d'accompagnement et de renforcement des capacités des organisations partenaires renforçant par suite la gouvernance interne de plusieurs organisations et le développement des pratiques plus transparentes et efficaces.

Elle a organisé 17 espaces de formation qui ont touché 508 participants, dont 308 leaders des organisations de producteurs et 200 cadres des organisations d'appui, contribuant ainsi à l'amélioration de leurs compétences techniques et organisationnelles. L'UPH a également poursuivi son travail de recherche-action participative,

contribuant à la production de pratiques innovantes adaptées au milieu rural ainsi qu'à l'élaboration d'argumentaires pour le plaidoyer.

À ce titre, six recherches-actions ont été conduites, illustrant l'ancrage de l'UPH dans une dynamique d'apprentissage et d'innovation. En matière d'autonomie institutionnelle, l'UPH, qui dispose déjà d'un mémorandum de collaboration avec ADISCO, a atteint un niveau d'autonomie évalué à 3 sur une échelle de 0 à 5. Étant encore un centre de formation coopératif fonctionnant sous la couverture légale d'ADISCO, l'UPH a progressé dans le processus de transition vers le lancement d'une université classique :

le personnel administratif chargé de la gestion de cette future institution a été identifié et une offre de formation est déjà élaborée, sa validation est prévue au cours de l'année qui commence.



Image 7. Cérémonie de remise des certificats aux leaders formés par l'UPH

2.3.5. Renforcement de la Coopérative pour l'amélioration de l'habitat rural (CAHR)

Afin de permettre aux ménages d'améliorer leur cadre de vie, ADISCO a développé un programme de financement des projets de construction et rénovation de l'habitat en milieu rural à travers la Coopérative d'Amélioration de l'Habitat Rural (CAHR). Cette coopérative s'est déployée dans huit communes réparties sur sept provinces du Burundi : Ndava (Mwaro), Rutegama (Muramvya), Giheta (Gitega), Bugenyuzi et Gihogazi (Karusi), Gitobe (Kirundo), Kabarore (Kayanza) et Busiga (Ngozi).

Au total, 377 ménages sont accompagnés : 284 hommes, 92 femmes et 97 jeunes. ADISCO a ainsi soutenu cinq Comités Locaux de Suivi (CLS) lesquels jouent un rôle central dans le suivi du fonds au niveau communal et dans la prise de décision. Cette coopérative a également été accompagnée pour renforcer sa gouvernance

et sa capacité de mobilisation financière, ce qui renforce de plus en plus son autonomie. Un manuel de procédures, un logiciel d'enregistrement des données et d'autres outils de collecte de données ont été élaborés, il reste leur mise à jour pour s'adapter aux évolutions de la CAHR.

Concernant l'efficacité opérationnelle, 31 crédits pour l'amélioration de l'habitat ont été octroyés en 2024 ; la CAHR a sécurisé les crédits auprès de l'assurance BIC, elle développe un partenariat avec les COOPEC des huit communes d'intervention, le FONSDEV, la BANCOBU et les coopératives agricoles membres de l'UHACOM et ses crédits enregistrent un taux de remboursement de 75,17 % au cours de 2024.



Image 8. Une maison construite sous le financement de la CAHR sur la colline Nkonyovu en Commune RUTEGAMA

2.4. Les réalisations du programme « gouvernance, paix et démocratie »

ADISCO développe un programme qui soutient la gouvernance, la paix et la démocratie pour renforcer la durabilité des acquis de ses interventions et pour contribuer à assoir un environnement socio-politique saine. Ainsi, des réalisations et

changements importants ont été connus au cours de l'année 2024 en ce qui est du renforcement de la société civile, du plaidoyer, de l'inclusion genre et du renforcement de la cohésion sociale.

2.4.1. Renforcement de la société civile burundaise

ADISCO s'est investi dans le renforcement de la société civile burundaise et nos interventions sont organisées à deux niveaux : le niveau institutionnel d'ADISCO et le niveau OSC cibles de nos programmes.

Au niveau institutionnel, ADISCO a renforcé ses capacités opérationnelles et des changements profonds sont enregistrés en matière de gouvernance. Ainsi, elle a renouvelé ses organes dirigeants et a travaillé sérieusement sur le renforcement des mécanismes internes de redevabilité. L'organisation a également amélioré ses performances en matière de pilotage institutionnel et d'accompagnement des organisations de la société civile, notamment par le développement d'outils de gestion et de politiques internes alignées sur les normes des partenaires de l'organisation (la politique contre la corruption et la politique contre le harcèlement sexuel notamment) et par son implication dans la promotion de la transition juste.

Pour ce qui est du renforcement des OSC, ADISCO recherche, en plus du renforcement des faitières qu'elle a mises en place (UHACOM, FEMUSCABU, UPH, CAHR et la MDE), le renforcement des organisations locales qui militent pour le

changement social et la dignité humaine. C'est ainsi que 40 Associations Sans But Lucratif (ASBL) de Bubanza et Kirundo actives dans l'assainissement et biodiversité, regroupant 1 684 membres, dont 442 femmes et 763 jeunes, ont été identifiées et accompagnées au cours de 2024.

Au cours de l'année, toutes ces 40 ASBL ont bénéficié d'un renforcement organisationnel et, grâce à l'appui et à l'accompagnement effectués, ces organisations ont des réalisations communautaires très appréciables incluant la mise en place de trois pépinières (50 000 plants), l'aménagement de 50 km linéaires de Setaria, la distribution de 100 porcelets à 300 ménages, la construction d'un bloc de 6 latrines à l'école fondamentale (ECOFO) Budahunga (Bwambarangwe), l'installation de 6 collecteurs d'eau de pluie au Lycée de Kirundo et à l'ECOFO Rugero I mais aussi la création de 5 clubs d'hygiène scolaires sur 5 ECOFO et sur un lycée. Ces interventions ont contribué à l'amélioration des pratiques d'hygiène, au renforcement des revenus des ménages et à une consolidation du dialogue entre les organisations de la société civile et l'administration.

2.4.2. Travail de plaidoyer

ADISCO fait partie de plusieurs réseaux et cadres de plaidoyer, notamment le GPA, le PELUM, la PNESS, la FCBN, la PSA Nord-Sud ainsi que différents consortia. Cette appartenance lui permet de participer activement à des actions de plaidoyer et d'appuyer les communautés dans leurs démarches visant à influencer les politiques et les mesures publiques en faveur des couches modestes de la population.

Au cours de l'année 2024, ADISCO, en collaboration avec ses partenaires, a mené diverses actions de plaidoyer, dont les plus marquantes ont porté sur la promotion des semences paysannes, l'adoption de l'économie sociale et solidaire (ECOSOL) comme modèle de développement communautaire, l'intégration de l'agroécologie dans les textes légaux du pays, l'exploitation rationnelle des minerais et des matériaux de construction ainsi que la levée de la mesure interdisant les activités des dynamiques communautaires d'autofinancement (tontines et SILC). Ces actions ont

contribué à une meilleure prise de conscience au sein des institutions publiques et des dynamiques locales de développement sur l'importance de l'agroécologie, de l'ECOSOL, de la sauvegarde environnementale et de la souveraineté semencière.

Par ailleurs, des acteurs institutionnels de différents niveaux ont pris part à ces espaces d'échange et ces actions ont conduit notamment à la mesure de développer un plan national pour l'agriculture familiale et une mesure importante de reconnaissance officielle du caractère licite des systèmes d'autofinancement communautaire à travers les groupements tontiniers. Cette dernière mesure a permis la poursuite des activités d'autofinancement local, tout en introduisant une exigence d'enregistrement des ONG accompagnatrices auprès de la Banque de la République du Burundi (BRB). ADISCO poursuivra son plaidoyer afin de favoriser d'autres évolutions positives à travers le dialogue continu avec les décideurs sur l'ensemble de ces thématiques.



Image 9. Atelier de conscientisation des toutes les parties prenantes de Bubanza sur l'exploitation rationnel des minerais et des matériaux de construction

2.4.3. Renforcement de l'inclusion genre et de la cohésion sociale

ADISCO a poursuivi son engagement en faveur de l'inclusion des femmes et des jeunes, et l'intégration genre constitue un axe transversal pour toute intervention de l'organisation.

Sur le plan institutionnel, ADISCO applique rigoureusement sa politique genre et veille à une représentation équilibrée au sein de ses organes : les femmes représentent un tiers des membres du comité de direction, 38 % des organes de prise de décision et 28 % du personnel. L'organisation dispose également d'un code de bonne conduite intégrant les principes d'égalité et de respect dans les relations professionnelles et dispose par ailleurs une politique spécifique de lutte contre le harcèlement sexuel.

Au niveau communautaire, la FEMUSCABU et de l'UHACOM ont été accompagnées dans la mise en place de leurs propres politiques sur le genre et 208 cellules de veille genre et droits humains (CVGDH) ont été accompagnées, enregistrant une augmentation en effectif de 30,8 % ; ces derniers ont contribué à la résolution pacifique de 223 cas conflictuels, consolidant ainsi la cohésion

sociale au sein des dynamiques Haguruka. La proportion des femmes et jeunes dans le membership des dynamiques accompagnées demeure très satisfaisant, la participation des femmes et des jeunes dans le membership des dynamiques atteignent respectivement 64,3 % et 47,4 % et leur niveau d'inclusion ayant connu une progression de 3 % au cours de l'année.

En outre, 5 coopératives de Kirimiro (TURAMIRIZE, TERUJIMBERE, TUVEMUBUJA, TWUBAKANE et DUSANGIRUMUGAMBI) ont construit à leur sein des mouvements spécifiques aux femmes et ont bénéficié d'un appui spécifique pour le développement de projets en faveur des femmes, incluant la mise en place de filières spécifiques aux femmes, des initiatives génératrices de revenus et des chaînes de solidarité. Enfin, en collaboration avec ses partenaires (UHACOM, FEBUTRA, FEMUSCABU, ADIP, PAMUSAB, UPH et MDE), ADISCO a organisé une journée dédiée aux droits de la femme.



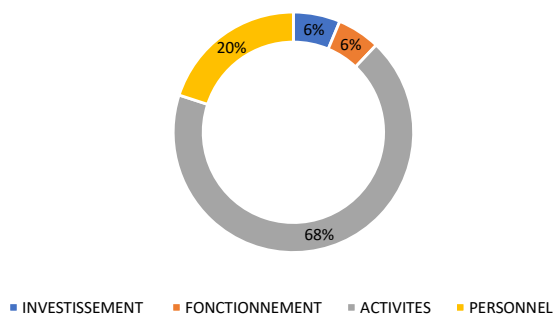
Image 10. Vue partielle de l'atelier d'échange sur la promotion des droits de la femme

III. NOS RESSOURCES

3.1. Ressources financières

Au cours de l'année 2023, ADISCO a utilisé une somme de 6 576 897 383,6 BIF dont la répartition des dépenses est donnée par le graphique ci-après

Graphique 3. Ventilation du budget de l'année 2024 entre les rubriques



3.2. Ressources humaines

Au cours de l'année 2024, le Secrétariat général a débuté avec un effectif total de 110 employés, dont 25 femmes. Cette équipe comprend des hauts cadres avec des compétences variées pour répondre aux besoins des communautés accompagnées: des agronomes, des socio économistes, des experts en sciences humaines, des techniciens pour un accompagnement de proximité.

ADISCO a poursuivi son soutien aux stagiaires académiques et professionnels pour contribuer à l'employabilité des jeunes et ce,

en collaboration avec les différents institutions d'enseignement supérieur actives dans le Pays.

Le travail d'ADISCO repose enfin sur une grande équipe d'animateurs endogènes bénévoles servant de relais communautaires pour les formations et l'accompagnement des dynamiques; pour l'année, cette équipe a mobilisé plus ou moins 4.000 leaders charismatiques et dévoués pour le développement des collines.

IV. LA VIE ASSOCIATIVE D'ADISCO

4.1. La structure de gouvernance

ADISCO est une association sans but lucratif de droit burundais agréée par ordonnance ministérielle n°530/759 du 2/8/2006. Conformément à la loi régissant les associations sans but lucratif au Burundi, elle repose sur les organes suivants :

- Une Assemblée Générale comprenant 29 membres
- Un Comité Exécutif de 5 membres
- Un Conseil de surveillance de 3 membres

Il convient de signaler que pour bien accomplir

sa mission, l'assemblée générale s'appuie sur un Conseil d'administration d'une dizaine d'administrateurs à compétence variée ; en plus, le Comité exécutif quant à lui s'appuie sur un Secrétariat général piloté par un Comité de Direction de 3 membres dont :

- Le Secrétaire général
- Le Secrétaire général adjoint et Directeur des programmes
- Le Directeur administratif et financier

4.2. Notre vision et notre mission

Notre vision : Des collines vertes, solidaires, prospères et dignes.

Notre mission : Contribuer à l'émergence et à la construction d'un mouvement social national capable de porter son propre développement et d'influencer les politiques au profit des couches modestes de la population.

4.3. L'objectif institutionnel

L'objectif institutionnel d'ADISCO est le rééquilibrage des forces sociales en faveur des couches modestes de la population. Plus concrètement, il s'agit des aspects ci-après :

1. Les couches modestes de la population ont accès à des services de base de qualité et en particulier à des soins de santé de qualité, aux intrants agricoles et d'élevage de qualité et aux services de formation y afférents
2. Des institutions et règles en faveur des couches modestes de la population sont adoptées et mises en œuvre (volet plaidoyer de tous les programmes et en particulier le programme de renforcement de la société civile)
3. Les inégalités sociales et l'exclusion des couches modestes de la population sont atténuées, voire supprimées. Il s'agit de l'exclusion dans la prise de décision, l'exclusion de certaines couches de la population comme les femmes, les jeunes, les plus pauvres, les minorités ou les majorités opprimées de l'accès aux services, au droit, à la parole ou à la prise de décision etc.
4. Le renforcement des organisations des couches modestes de la population pour pouvoir participer à la prise de décision sur les questions de développement et des politiques au sein des groupes d'autopromotion, des coopératives multi filières et multifonctionnelles, des mutuelles de santé et de leurs faitières.

4.4. Nos valeurs

- ▶ L'empowerment et la responsabilisation des populations
- ▶ La solidarité
- ▶ La dignité et le respect de tous
- ▶ L'intégrité
- ▶ La gestion durable des ressources naturelles
- ▶ La viabilité et la durabilité des actions
- ▶ La promotion de toute la famille avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes
- ▶ La promotion du culte de l'effort et de l'esprit d'entreprise.

4.5. Nos politiques

ADISCO s'appuie principalement sur 4 instruments politiques et stratégiques à savoir :

1. La politique et la charte genre dont la vision en matière est l'avènement d'une société digne où la femme et l'homme participent de manière équitable et effective au développement intégral et durable ; elle s'articule sur les principes directeurs, les engagements au niveau organisationnel et programmatique ainsi que le monitoring
2. La charte environnement pour engager ADISCO et ses partenaires dans la promotion d'un cadre environnemental et social responsable et sain dans leurs organisations, à développer et accompagner des initiatives plus respectueuses de l'environnement et adaptées aux changements climatiques, à intégrer dans les actions de développement économique et social des initiatives respectueuses de la justice sociale et de la culture locale, à mener un plaidoyer en faveur de politiques, stratégies nationales favorables en matière de protection de l'environnement et du changement climatique.
3. La charte d'économie sociale et solidaire qui engage ADISCO à promouvoir la plus-value, la solidarité, la démocratie, le réseautage et l'autonomie au sein des initiatives d'économie sociale et solidaire, d'en faire une référence dans leur mode de fonctionnement et en assurer la promotion, la mobilisation et l'adhésion auprès d'autres organisations
4. La politique antifraude qui clarifie la position d'ADISCO en matière de prévention, de responsabilité et de répression de la fraude, de la corruption, du blanchiment et du financement du terrorisme.
5. La politique en matière d'exploitation, d'abus et de harcèlement sexuel en milieu de travail
6. La politique contre le travail des enfants.
7. La charte d'agroécologie.

4.6. Nos outils stratégiques

- L'appui à la réflexion pour aider les communautés à identifier leurs priorités et construire leurs réponses et leurs modèles organisationnels ;
- L'accompagnement en organisation/structuration pour conforter les modèles organisationnels choisis et construire progressivement leur empowerment ;
- Le conseil technique et gestion pour optimiser la réponse des populations en privilégiant une expertise qui féconde les savoirs locaux ;
- L'appui à la mobilisation des ressources et le coup de pouce matériel/financier pour amplifier si nécessaire les efforts des populations
- L'offre au pays des cadres compétents et consciencieux par :
 - la formation académique à travers un établissement d'enseignement supérieur ;
 - la promotion et le développement des structures à caractère socio-économique dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'entrepreneuriat et de l'habitat.
- Le lobbying et le plaidoyer par l'information, la communication, la construction de prises de positions, le dialogue avec les pouvoirs, les alliances stratégiques afin d'infléchir les politiques vers les préoccupations des couches les plus modestes
- Offrir au Pays des cadres et leaders compétents et consciencieux par :
 - la formation académique à travers un établissement d'enseignement supérieur ;
 - la promotion et le développement des structures à caractère socio-économique dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'entrepreneuriat et de l'habitat.

Nos partenaires techniques et financiers



Gouvernement
du Canada



Royaume des Pays-Bas

